

OBSERVATOIRE
DE LA FRANCOPHONIE
ÉCONOMIQUE



LES RENCONTRES DE LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

Rapport de webinaire

Face au changement climatique, repenser l'agriculture en Afrique francophone

Mercredi, 4 mars 2026

Organisé par l'Observatoire de la francophonie économique et
le Centre de développement de l'OCDE

À propos de l'Observatoire de la Francophonie économique

L'OFÉ de l'Université de Montréal a été créé en juin 2017 en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il a pour mission de devenir une ressource de premier plan sur les questions reliées à la Francophonie économique et, donc, un centre de calibre international d'études, de recherches et d'activités de liaison et de transfert sur la francophonie économique, ayant un intérêt marqué pour les pays en voie de développement, notamment en Afrique. L'Observatoire œuvre pour mettre à la disposition de ses membres, de ses partenaires et des chercheuses et chercheurs intéressés un ensemble intégré de données macroéconomiques et microéconomiques dédiées à l'analyse des enjeux économiques dans le monde francophone.

<https://ofe-plateforme.com/>

À propos du Centre de développement de l'OCDE

Le Centre de développement rassemble des décideurs politiques de pays de toutes les régions et de tous les niveaux de revenus. Ils collaborent sur un pied d'égalité pour renforcer la compréhension mutuelle et trouver les voies d'un développement dynamique, solidaire et vert.

Le Centre de développement de l'OCDE appuie de manière indépendante la formulation des politiques publiques de ses pays membres en matière de développement, au moyen d'un travail pluridisciplinaire, rigoureux et adapté à leurs besoins. Il favorise un dialogue informel, dans un climat de confiance, entre les gouvernements et d'autres acteurs publics, privés et philanthropiques. Le Comité directeur du Centre est ouvert aux pays membres et non membres de l'OCDE, de toutes les régions et de tous les groupes de revenus

<https://www.oecd.org/fr/about/directorates/development-centre.html>

Citer ce rapport :

Observatoire de la Francophonie économique. (2026). Rapport de webinaire. *Face au changement climatique, repenser l'agriculture en Afrique francophone*. [Rédigé par M. Sagbo, sous la direction d'H. Agbodjan Prince ; éd. M.- H. Bachand].

INTRODUCTION

Le 4 mars 2026, l'Observatoire de la Francophonie économique (OFÉ), en collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE, a organisé le troisième webinaire de la série Les Rencontres de la Francophonie économique, intitulé : « Face au changement climatique, repenser l'agriculture en Afrique francophone ». Cette rencontre virtuelle a permis d'examiner les liens de causalité entre le changement climatique et la production agricole, tout en mettant en lumière les défis et les opportunités liés à l'adoption de pratiques agricoles résilientes. Les échanges ont également porté sur l'importance du renforcement des systèmes de surveillance climatique et sur le rôle des investissements dans l'innovation pour accroître la résilience des cultures et des systèmes agricoles dans les régions francophones les plus exposées aux effets du changement climatique.

Le webinaire a été ouvert et clôturé par le Professeur Hervé Agbodjan Prince, directeur de l'OFÉ. La modération a été assurée la Professeure Yvette Onibon Doubogan, vice-rectrice chargée de la coopération, des partenariats et de l'insertion professionnelle à l'Université de Parakou. A l'ouverture de la rencontre, le Professeur Hervé Agbodjan Prince a adressé ses mots de bienvenue et de remerciements aux partenaires, notamment le Centre de développement de l'OCDE, la CPCCAF, la Chambre commerce et d'industrie du Bénin, l'IFDD et la représentation OIF en Afrique centrale. Il a également salué l'appui des partenaires fondateurs de l'OFÉ, à savoir l'AUF, le MRIF, l'OIF, UdeM international). Par la suite, la Professeure Yvette Onibon Doubogan a présenté la problématique de la rencontre et introduit les différents intervenants (cf. annexe).

1. CONTEXTE

À l'échelle mondiale et en particulier dans les pays d'Afrique francophone, l'agriculture constitue un secteur économique clé qui emploie 50 à 60 % de la main-d'œuvre et contribue entre 15 et 20 % du PIB des pays concernés. Véritable pilier du développement économique et de la sécurité alimentaire, ce secteur joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et dans la stabilité de ces territoires. Alors que le continent africain est l'un de ceux qui contribuent le moins aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, il en subit les conséquences de plein fouet. Sécheresses prolongées, inondations dévastatrices et imprévisibilité des saisons ne sont plus des menaces lointaines, mais une réalité quotidienne pour nos agriculteurs. Le changement climatique représente une menace croissante pour la production agricole, avec des impacts particulièrement sévères en Afrique, et plus spécifiquement en Afrique francophone. Cependant, ce webinaire, intitulé « Face au changement climatique, repenser l'agriculture en Afrique francophone », appelle à une mobilisation pour transformer nos modèles vers un développement durable. Comment concilier sécurité alimentaire, préservation de la biodiversité et résilience économique ? Quelles innovations, qu'elles soient technologiques ou issues de savoirs ancestraux, peuvent porter cette transition ? Pour apporter un éclairage sur cette thématique, des experts, des

décideurs et des acteurs de terrain ont présenté les résultats et les recommandations issus de leurs travaux et de leurs expériences.

2. INTERVENTIONS DES PANELISTES

Dr Louis Kouessi TCHONKLOE, Expert auprès de l'OFÉ, a présenté la note stratégique de l'OFÉ portant sur le thème « Changement climatique et production agricole dans les pays francophones » ([OFÉ, 2024](#)). Son intervention met en évidence que l'Afrique est identifiée comme la région la plus vulnérables aux effets du changement climatique. Pour analyser ce phénomène, l'étude s'appuie sur la création d'un indicateur du changement climatique permettant de capter la complexité du phénomène, d'orienter les politiques d'adaptation et d'atténuation et de développer des modèles prédictifs pour anticiper les futurs impacts climatiques et renforcer la résilience des économies. Les résultats montrent qu'au sein de l'Afrique francophone, qui présente déjà un indice élevé de vulnérabilité au changement climatique (0,8516), l'Afrique de l'Ouest se distingue comme la région de la plus vulnérable, avec un indice de 0,8864. Cette situation s'explique par les conditions climatiques arides qui caractérisent les pays sahéliens de cette région. L'étude souligne que cette vulnérabilité face au changement climatique a des impacts négatifs sur le rendement agricole. Par ailleurs, certaines pratiques agricoles contribuent elles-mêmes à aggraver le changement climatique, telles que l'élevage intensif, la riziculture, l'usage excessif d'engrais et la déforestation. Il en résulte une interaction circulaire entre l'agriculture et le changement climatique. En outre, plusieurs initiatives sous-régionales visant à moderniser les pratiques agricoles, à renforcer les capacités des producteurs, à améliorer la résilience alimentaire et à développer les marchés commerciaux, dans l'UEMOA, la CEMAC et en Afrique de l'Est, sont confrontés à des défis climatiques qui entravent leur réussite.

A l'issue de ces résultats, plusieurs recommandations ont été formulées : (i) promouvoir une agriculture résiliente basée sur la sélection de variétés de cultures adaptées (comme le cas au Vietnam, au Cameroun et au Kenya) et sur les pratiques d'agriculture de conservation ; (ii) améliorer la gestion de l'eau à travers les systèmes d'irrigation gouttes-à-gouttes, de collecte des eaux pluviales et de bassin de rétention d'eau ; (iii) réévaluer les politiques et stratégies agricoles tout en insistant sur la fonctionnalité des mesures d'adaptation et/ou d'atténuation au changement climatique ; (iv) favoriser la coopération par le partage de bonnes pratiques agricoles dans l'espace francophone pour faire face aux défis climatiques ; (v) impliquer les femmes en leur assurant l'accès aux ressources et à la prise de décision ; (vi) créer des opportunités pour les jeunes, encourager l'innovation et l'entrepreneuriat agricole par des financements adaptés ; (vii) soutenir les communautés rurales en développant des programmes pour réduire la pression migratoire et améliorer l'adaptation au climat.

Mme Elisa SAINT MARTIN, Analyste des politiques publiques au Centre de développement de l'OCDE, a prolongé l'analyse présentée dans la note stratégique de l'OFÉ en s'appuyant sur les travaux de l'OCDE, notamment le rapport économique annuel. Elle a souligné que le

secteur agricole demeure marqué par une forte vulnérabilité : près de 90 % des emplois agricoles sont considérés comme vulnérables. Cette situation constitue également un enjeu de la sécurité alimentaire : en Afrique de l'ouest et central plus de 2 tiers de la population exposée à la sécurité alimentaire. Elle a mis en évidence le potentiel du secteur agricole pour la transformation économique. La forte urbanisation que connaît l'Afrique entraîne une augmentation importante de la demande de produits alimentaires, accompagnée d'une évolution des habitudes de consommation et d'une croissance de la demande des produits de plus en plus transformés. Toutefois l'Afrique continue d'importer environ 80 milliards de dollars de produits transformés, tandis que ses exportations dans ce domaine s'élèvent à environ 28 milliards de dollars, ce qui révèle un écart important. Face cette situation, elle a identifié comme piste de solution le développement des chaînes de valeur régionales, qui pourraient contribuer à transformer les systèmes alimentaires urbains. Ces chaînes de valeurs permettraient de renforcer la capacité des secteurs agricoles à faire face aux chocs climatiques, en compensant les déficits de production observés dans certaines régions par l'approvisionnement provenant d'autres zones. Elles contribueraient également à renforcer la sécurité alimentaire tout en tirant parti des opportunités économiques liées à la transformation des produits agricoles.

Dans cette perspectives, trois piliers d'actions ont été identifiés. Le premier consiste à investir dans les infrastructures pour mieux intégrer les marchés et pour accroître la résilience du secteur agricole. Dans un contexte de ressources financières limitées, une meilleure priorisation des projets et une allocation plus efficace des fonds apparaissent nécessaires. Les corridors constituent une opportunité faciliter les échanges commerciaux. A titre d'exemple, en Afrique de l'Ouest, nous avons le projet de corridors reliant le Bénin, le Togo, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Le deuxième pilier vise à faciliter l'accès au financement pour les exploitants agricoles. Plusieurs initiatives existantes pourraient être répliquées dans d'autres pays, comme l'agriculture intelligente en Afrique de l'Ouest, une région plus exposée aux risques climatiques. Elle a également évoqué le développement de startups au Mali proposant des solutions d'assurance agricole permettant des indemnisations rapides en cas de sécheresse, d'inondations ou d'autres chocs climatiques imprévisibles. Le troisième pilier concerne le renforcement des compétences pour favoriser l'innovation et l'adoption de pratiques agricoles durables. L'agriculture est le secteur où les besoins en qualifications techniques progressent le plus rapidement sur le continent, et ce déficit de compétences peut freiner la productivité agricole. En Afrique de l'Ouest, les pertes post-récolte peuvent atteindre jusqu'à 25 % en raison du manque de compétences et de technologies adaptées. Le Centre Songhaï au Bénin, un modèle de formation et d'innovation agricole, constituent des initiatives visant l'adaptation au changement climatique qui peuvent être adoptés dans d'autres pays, comme c'est été fait au Congo, au Nigéria et au Libéria.

Dr Foued EL AYNI, Spécialiste de programme à la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale, est le troisième intervenant. Il a partagé une expérience du terrain mettant en

évidence le lien étroit et indissociable entre le secteur agricole et changement agricole dans le Bassin du Congo, qui concerne plusieurs pays bénéficiaires : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo. Il a souligné que l'Afrique central, à l'instar des du reste de continent, fait face à des bouleversements majeurs liés au changement climatique : la baisse de la productivité agricole, la variabilité croissante des saisons, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et une pression accrue sur les ressources naturelles. Dans le cadre du projet de soutien aux initiatives environnementales dans le bassin du Congo, la proximité avec les agricultures a permis de mieux comprendre les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés à savoir : baisse des rendements, dérèglement climatiques, approvisionnement des sols et vulnérabilisé accrue. Le projet vise à contribuer à l'amélioration de la résilience des populations et des écosystèmes dans le Bassin du Congo à travers la promotion de connaissances, d'éco-innovations et de bonnes pratiques de gestion et de valorisation durables des ressources naturelles.

En ce qui concerne la contribution du projet à l'employabilité des jeunes, plusieurs résultats ont été mis en avant : plus de 1700 jeunes ont été formés dans les domaines tels que l'agriculture durable, l'apiculture, la transformation agroalimentaire et les innovations vertes ; 735 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier pour créer ou développer une microentreprise verte ; 130 jeunes innovateurs ont été accompagnés dans le développement de solutions climatiques ; 83 prototypes d'innovations climatiques ont été développés et testés ; et 230 jeunes exercent déjà dans une activité génératrice de revenus. Les résultats positifs de ce projet de terrain lancent un appel à des actions plus concrètes pour faire face aux changements climatiques et pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes lié au métiers verts.

M. Laurent GLIN, PDG de la société Africa Green Corporation SA (Bénin), a présenté la réalité du changement climatique sur le terrain et son impact sur une entreprise agro-industrielle fortement dépendante des matières premières agricoles, en prenant l'exemple de BIODARIT. Il a souligné que derrière les chiffres élevés liés changement climatique dans la zone UEMOA se cachent des réalités importantes auxquelles font face les entreprises agro-alimentaires. Le premier impact concerne l'approvisionnement en matières premières : leur sensibilité aux changements climatiques entraîne des volumes imprévisibles, une qualité variable des produits et des plans d'approvisionnement non tenables. Le deuxième impact touche la qualité et l'accès aux marchés. Il est caractérisé par la sécheresse, les pluies violentes, une hétérogénéité de la matière incompatible avec les standards d'exportations et un risque commercial énorme. Le troisième impact concerne la planification économique et financière, affectée par la variabilité des prix des matières premières, notamment l'amande de karité, ce qui complique la production et la planification budgétaire tout en mettant en difficulté la satisfaction du client.

Pour qu'une entreprise devienne un vecteur d'adaptation pour toute la chaîne de valeur, M. GLIN recommande plusieurs mesures : intégrer des clauses de résilience dans les relations contractuelles avec les collectrices et coopératives, considérer le renforcement des capacités comme un investissement climatique, diversifier les débouchés pour mieux gérer les risques. Il a également souligné que certains leviers restent hors de la portée de l'entreprise, notamment le manque des données climatiques au niveau local, l'inaccessibilité des financements climatiques pour les PME africaines en raison des seuils minimaux d'investissement, la complexité administrative, la méconnaissance des réalités du terrain et le déficit de recherche variétale appliquée. Selon M. GLIN, la résilience climatique des agricultures africaines francophones ne viendra ni du tout-marché, ni du tout-Etat. Elle dépendra des entreprises à ancrage territorial, d'une coopératives et filières partagées et d'une solidarité francophone actives à travers le partage des savoirs, le financement et innovation. Il a conclu son intervention par cette phrase : « repenser l'agriculture en Afrique francophone, c'est repenser les liens entre science-industrie-politique-société au sein des chaînes de valeurs, et le rôle d'une organisation comme l'OFE est de faciliter le lien entre ces mondes »

3. PERIODE D'ECHANGES AVEC LE PUBLIC

A la suite des quatre présentations prévues pour le webinaire, la modératrice a ouvert la section pour répondre aux différentes questions du public. La question portant sur la promotion des engrais chimiques au détriment des engrais organiques, répondue par Dr Louis Kouessi TCHONKLOE et M. Laurent GLIN, soulève des questions politiques et de manque de financements. Bien que les projets pensent à la modernisation des engrais agricoles, les politiques sont beaucoup plus orientées dans l'utilisation des engrais chimiques. En plus des considérations politiques, nous avons le problème de disponibilité des engrais bio ou organiques prêtes à utiliser. Malgré l'intérêt des PME ou des startups à rendre les engrais organiques disponibles, l'insuffisance des financements adaptés pour pouvoir installer des unités à grande échelle et valoriser les engrais organiques freine leurs ambitions. Il s'agit donc d'une défaillance de l'écosystème sur le plan financier.

Un participant s'est interrogé sur la pertinence à continuer à recommander la riziculture dans une région relativement aride, alors que les projections climatiques annoncent une hausse significative des températures et une augmentation des épisodes de sécheresse. En réponse, Dr Foued EL AYNi a souligné l'importance de promouvoir des cultures capables de s'adapter aux conditions de sécheresse, c'est-à-dire des cultures plus résilientes face aux effets du changement climatique et mieux adaptées au contexte local. Il a également précisé que cette réflexion ne concerne pas uniquement la riziculture, mais s'applique à l'ensemble des cultures, y compris la tomate ou la banane. Le choix des cultures et des systèmes de plantation doit s'appuyer à la fois sur les conditions climatiques locales et sur des analyses scientifiques approfondies des sols. Il a rappelé que ces orientations reposent encore, dans

plusieurs cas, sur des expérimentations à petites échelles et que la question demeure pertinente dans un contexte actuel d'adaptation de l'agriculture au changement climatique.

Un autre participant a souligné que l'un des principaux défis qui freinent le développement et la compétitivité des chaînes de valeur intégrées en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Bénin, est le coût de l'énergie. Il a ainsi demandé si cet aspect avait été pris en compte dans les travaux présentés. En réponse, Mme Elisa SAINT MARTIN a reconnu que le secteur énergétique constitue un enjeu majeur, tout en soulignant qu'il y a un réel potentiel de mobiliser les investissements du secteur privé. Selon elle, l'un des défis consiste à rassurer les investisseurs et à leur fournir des informations fiables et suffisantes afin de favoriser leurs investissements sur le continent. Elle a mentionné le lancement, l'année dernière, d'une plateforme d'investissement en Afrique par l'OCDE en collaboration avec l'Union africaine, visant à améliorer l'accès à l'information et à encourager les investissements. Elle a également insisté sur l'importance de la maintenance des infrastructures tout au long du cycle des projets pour en assurer la durabilité.

Revenant sur la question de l'assurance agricole au Mali posée par un participant, Mme Elisa SAINT MARTIN a expliqué qu'il s'agit d'un dispositif fondé sur un indice climatique. Ce type d'assurance permet de prendre en compte les risques liés aux aléas climatiques, notamment la sécheresse et les inondations, tout en facilitant des mécanismes d'indemnisation plus automatiques. Il a précisé qu'une startup spécialisée dans ce domaine est déjà opérationnelle au Mali et propose des solutions visant à protéger les agriculteurs contre les chocs climatiques. Cette initiative présente un potentiel pour être répliquée dans d'autres pays afin de renforcer la résilience face aux impacts du changement climatique.

Le dernier point soulevé dans la section des questions a porté sur l'agriculture de précision ou intelligente. M. Laurent GLIN a souligné que cette approche consiste à optimiser l'utilisation des facteurs de production agricoles, notamment l'eau, les engrais et pesticides, afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité des systèmes agricoles. Mais la précarité financière et les contraintes techniques auxquelles sont confrontés des petits producteurs constituent un obstacle à l'adoption de ce type de pratique. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de mobiliser les acteurs de l'écosystème de microfinance pour faciliter l'accès aux agriculteurs au financement, tout en soutenant le développement et la diffusion d'innovations techniques susceptibles de promouvoir l'agriculture de précision.

CONCLUSION

En clôture du webinaire, Professeur Hervé Agbodjan Prince, directeur de l'OFÉ, a adressé ses remerciements aux panélistes, à l'équipe derrière la réussite du déroulement du webinaire ainsi qu'à l'ensemble des participants pour la richesse des échanges. Il est revenu sur la pertinence de la problématique abordée, soulignant l'importance de poursuivre les réflexions et les actions face aux défis du changement climatique et du développement agricole.

ANNEXE

Annexe 1 : Programme du webinaire

Date : 4 mars 2026 à 9h30 (heure de Montréal/ 15h30 Paris)

Diffusion sur zoom. Pour s'inscrire : [cliquez ici](#)

Mot de bienvenue : Hervé Agbodjan Prince, professeur titulaire à l'Université de Montréal, directeur de l'OFÉ

Modération : Prof. Yvette ONIBON DOUBOGAN, professeure titulaire de sociologie du développement et vice-rectrice chargée de la coopération, des partenariats et de l'insertion professionnelle, Université de Parakou (Bénin)



Interventions et échanges :

- Dr Louis Kouessi TCHONKLOE, expert, OFÉ
- Madame Elisa SAINT MARTIN, analyste des politiques publiques, Centre de développement de l'OCDE
- Dr Foued EL AYNI, spécialiste de programme, Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale (REPAC)
- M. Laurent GLIN, PDG de la société Africa Green Corporation SA (Bénin)

Annexe 2 : Biographies des intervenant(e)s

Dr Louis Kouessi TCHONKLOE est expert auprès de l'OFÉ. Titulaire d'un doctorat en sciences économiques obtenu à l'Université d'Abomey-Calavi, il est également macroéconomiste du développement, formé dans le cadre du Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (NPTCI), et exerce comme assistant de recherche au Laboratoire d'économie des systèmes socio-écologique et de la population (LESEP) de l'Université d'Abomey-Calavi et du Laboratoire de recherche en économie et gestion (LAREG) de l'Université de Parakou. Il constitue l'intervenant idéal pour ce webinaire, au regard de la richesse de sa production scientifique consacrée notamment aux enjeux du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de la compétitivité économique.

Madame Elisa SAINT MARTIN est analyste des politiques publiques au sein de l'unité EMEA du Centre de développement de l'OCDE. Elle est titulaire d'une double licence en économie

et en gestion obtenue à l'Université Paris Nanterre, et dispose de plus de six années d'expérience dans l'analyse économique et l'élaboration de politiques publiques. Elle contribue notamment au rapport Dynamiques du développement en Afrique de l'Union africaine et de l'OCDE et participe à l'organisation du Forum économique international sur l'Afrique (OCDE-UA), qui favorise le dialogue entre institutions, chercheurs, secteur privé et société civile. Elle constitue l'intervenante idéale pour ce webinaire, au regard de sa formation en économie et gestion et de son expérience en analyse des politiques publiques, qui lui permettent d'offrir un éclairage renouvelé sur les enjeux du développement en Afrique.

Dr Foued EL AYNI est spécialiste de programme à la Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale (REPAC). Titulaire d'un doctorat en chimie de l'Université de Carthage, il cumule plus de vingt années d'expérience au cours desquelles il a occupé diverses fonctions au sein d'organisations internationales telles que l'OIF-IFDD, l'ICESCO et bien plus. Il est également chercheur et auteur de nombreuses publications, reconnu pour ses travaux sur la qualité des eaux souterraines, le traitement et la réutilisation des eaux usées, ainsi que sur la gestion durable des ressources naturelles. Tous ces accomplissements font de lui un panéliste particulièrement pertinent pour cette thématique.

M. Laurent GLIN est président-directeur général de Africa Green Corporation SA depuis plus de dix ans, où il promeut l'agriculture durable et les pratiques agro-industrielles respectueuses de l'environnement. Au cours de sa carrière de plus de vingt ans, il a travaillé chez Better Cotton, à l'Institut de Recherche en Agriculture Biologique (FiBL) et à l'Université de Wageningen. Il est titulaire d'un master d'Ingénieur agronome (MSc) en économie agricole et sociologie rurale de l'Université d'Abomey-Calavi, ainsi que d'un PhD en gouvernance des réseaux agroalimentaires biologiques mondiaux de la Wageningen University & Research. Son expérience fait de lui un intervenant de choix, apportant des perspectives pertinentes et actuelles sur l'agriculture en Afrique francophone.